

Investissement extra agricole et persistance de la pauvreté en zone cacaoyère ivoirienne : cas du département d'Abengourou

Kouadio kouassi Kan Adolphe, docteur en sociologie, chercheur au CRD/université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire. Assoumkouadio@gmail.com

Résumé

Le présent article a pour objectif l'identification de pesanteurs socioculturelles qui rendent compte de la reproduction de la pauvreté en zone cacaoyère ivoirienne. A partir d'une enquête de terrain réalisée de juin 2005 à octobre 2010 dans le département d'Abengourou (ancienne boucle du cacao), 950 producteurs de cacao, tout sexe confondu, ont été interrogés dans la sous-préfecture d'Amélékia à travers des questionnaires et guide d'entretien. L'effectif des répondants a été obtenu par la technique de quota sur la base des critères d'âge, d'ancienneté, de la taille de la plantation et du lieu de résidence. Les résultats ont confirmé que la principale cause de la persistance de la pauvreté en zone paysanne ivoirienne est en liaison avec les dépenses ostentatoires de prestige lors des cérémonies traditionnelles

Mots clé : persistance de la pauvreté- investissements non productifs- construction et reconstruction de positions sociales- condition de vie des paysans- réalisations socio-économiques.

Abstract

This article aims to identify social and cultural constraints that reflect the reproduction of poverty in Ivorian cocoa area. From a field survey carried out from June 2005 to October 2010 in the department of Abengourou (old loop of cocoa), 950 cocoa farmers, while confused sex, were interviewed in the sub-prefecture of Amélékia through questionnaires and interview guidelines. The number of respondents was obtained by the quota technique based on the criteria of age, seniority, size of the plantation and the place of residence. The results confirmed that the main cause of the persistence of poverty in Ivorian peasant area is in conjunction with the ostentatious spending prestige during traditional ceremonies

Keywords : persistence of poverty- non productifs investments- construction and reconstruction of social positions- living conditions of peasant- socio-economic achievements.

INTRODUCTION

A son indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire hérite de certaines cultures industrielles introduites et exploitées pendant la colonisation. C'est le cas du cacao (IFCC, 1979).

Originaire des forêts tropicales d'Amérique centrale et du Nord, le cacao a été introduit sur les bords du Cavally en 1892 ; cette culture va connaître un développement particulier et sera vite intégrée dans les pratiques traditionnelles des planteurs ivoiriens (IFCC, 1979).

Les principales zones de production sont San Pedro (239402 tonnes), Issia (79979 tonnes), Soubré (329359 tonnes), Sinfra (37000 tonnes), Daloa (75787 tonnes), Tiassalé (20794 tonnes), Divo (129120 tonnes) Aboisso (34758 tonnes), Abengourou, l'ancienne boucle du cacao (notre zone d'étude) avec 54185 tonnes, (Ministère de l'agriculture de la Côte d'Ivoire, 2008).

A la faveur des facteurs naturels, politiques, techniques, culturels dans l'ensemble favorables aux cultures de rente, l'on assiste à une évolution constante du nombre d'exploitants, des aires exploitées, et de la production tant dans le département d'Abengourou que dans les zones forestières en général. Dénommée successivement " boucle du cacao" pendant les années 1970,1980, puis "ancienne boucle du cacao", le département d'Abengourou se repositionne comme une zone importante de cacao avec environ 70094 hectares de plantation réalisées par environ 1812 exploitants et une production annuelle d'environ 54185 tonnes (ANADER, 2002).

Au plan national, avec une superficie totale d'environ 2502041 hectares, la Côte d'Ivoire produit 1,335 millions de tonnes représentant 40% de la production mondiale, (Ministère de l'agriculture de la Côte d'Ivoire, 2008). Ainsi le cacao a offert à la Côte d'Ivoire une situation économique florissante, surtout pendant les quinze premières années d'indépendance, faisant de la Côte d'Ivoire la vitrine de l'Afrique occidentale (Rougerie, 1978; Marie-France Jarret, François-Régis Maheu, 2002).

Malgré l'importance du cacao dans l'économie ivoirienne, force est de constater que les producteurs de cacao ivoiriens en général et en particulier ceux du Moyen Comoé croupissent sous le joug de la pauvreté avec un taux de 60,8% en 2008 (INS, 2008)

pendant que le cacao offre à la Côte d'Ivoire une économie enviable (Rougerie, 1978).

En effet, dans les zones rurales du département d'Abengourou la plupart des indicateurs sociaux comme ceux se rapportant à l'éducation, la santé, la nutrition, l'habitat et l'égalité entre les sexes présentent des tendances dénotant de l'aggravation des mauvaises conditions de vie des populations rurales. De nombreux ménages ou individus sont dans l'incapacité d'obtenir ou de perpétuer un niveau de bien-être correspondant à un minimum acceptable par les normes de la société (PNUD/INS, 2000 ; Kouadio, 2002 ; (Kouassi, 2013).

Dès lors qu'est ce qui fonde cet état des choses?

Pourquoi les efforts divers, matériels, techniques, financiers de l'Etat et des institutions nationales et internationales ne favorisent pas l'amélioration des conditions de vie des paysans ?

Quels sont les pesanteurs socioculturelles de la persistance de la pauvreté paysanne dans le département d'Abengourou?

Dans le souci de comprendre cet état des choses nous émettons l'hypothèse de travail suivant : *la persistance de la pauvreté en zone cacaoyère est liée à l'attitude des producteurs de cacao d'investir davantage dans les domaines extra-agricoles non productifs notamment le prestige, les cérémonies coutumières, les funérailles, au détriment des réalisations socioéconomiques, des épargnes qui ont un impact positif sur leurs conditions de vie et de travail.*

Cet article se fixe pour objectif la recherche des pesanteurs socioculturelles de la persistance de la pauvreté en zone cacaoyère ivoirienne, en particulier dans le département d'Abengourou.

Le présent article est composé de trois parties essentielles :

- Méthodologie
- Résultats
- Discussion

I- METHODOLOGIE

1- Méthodologie

Il s'agit de présenter le site de l'étude, l'échantillonnage et la méthode d'analyse.

1-1- Site de l'étude

La présente recherche est circonscrite dans le département d'Abengourou. Le département s'étend sur 5744 km² et regroupe 84 villages avec une population estimée à 2880231 habitants soit une densité de 50 habitants/km². Il est peuplé d'autochtones Agni et d'une forte population allogène (baoulé, sénoufo, malinké) et d'étrangers Burkinabés, Maliens, Sénégalais. La population agricole est de 152785 habitants avec un taux d'encadrement de 53,5% (rapport annuel ANADER, 2002). La culture du cacao est l'activité principale du département même si ces dernières années on assiste à un développement de l'hévéaculture.

Vu l'étendue du département d'Abengourou (5744 km²) et le nombre important de villages (84), la présente étude s'est limitée à la sous-préfecture d'Amélékia, située au nord-est du département d'Abengourou. Elle est limitée au nord par la sous-préfecture de Duffrebo et de Daoukro, au sud par les sous-préfectures d'Abengourou et d'Aniansué et à l'est par la sous-préfecture de Yakassé-Féyassé.

1-2- Echantillonnage

Sur la base des paysans ayant une plantation d'au moins un hectare, un âge supérieur à 25 ans avec plus de trois ans d'ancienneté à compter de l'année de production de la plantation, un échantillon de 950 paysans a été interrogé dans la sous-préfecture d'Amélékia, soit 12,5% de la population mère qui est de 11875 habitants (RGPH, 1998). L'échantillon est composé de 81.15% d'hommes contre 18.84% de femmes. En termes de catégorie d'âge on note :

197 paysans d'un âge allant de 25 à 35 ans soit 20,73% ; 293 paysans d'un âge allant de 35 à 45 ans soit 30,84% ; 324 paysans d'un âge allant de 45 à 55 ans soit 34,50% ; 135 paysans d'un âge allant de 55 ans et plus soit 14,3%. On dénombre également

10.68% de producteurs d'une ancienneté de moins de cinq ans, 27.57% d'une ancienneté comprise entre cinq ans et dix ans et 53.68% de plus de dix ans d'ancienneté.

1-3- Instruments de collecte des données

La présente étude est de type explicatif. L'enquête en vue d'atteindre l'objectif de la présente étude s'est déroulée de juin 2005 à octobre 2010. Il a été question d'un échantillonnage par quota. Les techniques utilisées dans le cadre de cette étude sont les entretiens et les questionnaires.

1-4- Traitement des données

L'organisation, le traitement et l'analyse des informations obtenues par entretiens, s'est appuyé sur un modèle d'exploration du langage autour des thèmes conditions de vie et de travail des paysans, l'adoption des innovations, réalisations socioéconomiques des paysans, causes de la non adoption des innovations agricoles par les producteurs de cacao. La seconde partie de l'analyse des données porte sur les informations recueillies par questionnaire ; il est ici question d'une analyse statistique des données qui rendent compte des causes du phénomène de paupérisation des populations paysannes.

II : RESULTATS

Les résultats des différentes investigations en vue de répondre à l'objectif de l'étude et vérifier l'hypothèse formulée à cet effet se structurent autour du thème suivant : *fêtes et cérémonies traditionnelles : facteurs de structuration et de restructuration des positions sociales en pays Agni.*

TABLEAU N1 : FETES ET CEREMONIES TRADITIONNELLES : COROLLAIRE DE MOBILISATION DES OBJETS DE VALEURS

Fêtes et cérémonies culturelles en pays Agni	Période du déroulement des fêtes	Durée de la cérémonie	Objets mobilisés
Fête d'ignames	Octobre novembre	Une semaine	Pagnes, et chaussures traditionnels de valeur, achat de bêtes (bœufs, moutons, poulets, ignames précoces de valeur, boissons de valeur...)
Fête de Noël et du nouvel an	Fin décembre-début janvier	Une semaine	Nouveaux habits, animaux domestiques (bœufs, moutons, poulets), ignames, riz, boissons de valeur...
Fête de la Pâques	Mars avril	3 à 4 jours	Nouveaux habits, a achat de bêtes (bœufs, moutons, poulets), ignames, riz, boissons de valeur...
Mariages	Non déterminé	3 à 4 jours	Nouveaux habits, achat de bêtes (bœufs, moutons, poulets), ignames, riz, boissons de valeur, du bangui...
Intronisations des chefs traditionnels	Décembre janvier	Une semaine	Pagnes, et chaussures traditionnels de valeur, achat de bêtes (bœufs, moutons, poulets, ignames précoces de valeur, boissons de valeur, du bangui...)
Anniversaire des funérailles	Décembre janvier	Une semaine	Pagnes de funérailles, achat de bêtes (bœufs, moutons, poulets, ignames, bananes, riz, boissons de valeur, de grande quantité de bangui...)

Le tableau n°1 présente les différentes fêtes et cérémonies à caractère culturel ou traditionnel. A la lecture du tableau nous notons que la vie des paysans est meublée de fêtes traditionnelles (fêtes d'ignames, fêtes d'intronisation des rois et chefs, mariages traditionnels) et de fêtes importées (fêtes chrétiennes).

Outre ces fêtes qui se déroulent chaque année à des périodes précises, les paysans célèbrent des anniversaires de funérailles pour commémorer la disparition d'un chef, un roi ou toute personne socialement importante. Le caractère particulier de ces cérémonies c'est d'avantage les périodes auxquelles elles se déroulent, leur durée et les objets mobilisés. En effet toutes les fêtes et cérémonies recensées se déroulent pendant les traites cacaoyères (dernier trimestre de l'année) et caféières (mars-avril), s'étendent sur plusieurs jours (3 à 7 jours) et mobilisent plusieurs objets de valeurs (vêtements de valeur, animaux domestique de marque, boissons locales et liqueurs de marque). L'adhésion des paysans à ces cérémonies qui occasionnent de lourdes dépenses eut égard aux objets mobilisés est certainement liée à leur représentation des cérémonies culturelles.

TABLEAU N°2 : CAPITALISATION DES REALISATIONS SOCIOECONOMIQUES DES ENQUETES ET COMPREHENSION DU NIVEAU DE VIE DES PAYSANS

Type de paysan Réalizations	Petit producteur		Producteur moyen		Gros producteur		total	%
Habitations en ville	25	04,13%	93	42,08%	98	80,99%	216	22,73%
Habitation au village	205	33,71	137	61,99%	121	100%	463	48,73%
Camion ou autre véhicule	00	00%	03	01,35%	18	14,87%	21	02,21%
Moto	33	05,42%	156	70,58%	110	90,90%	299	31,47%
Compte d'épargne	00	02,13%	72	32,57%	121	100%	193	20,31
Matériel motorisé	00	00%	08	03,61%	23	19%	31	03,26
Assurance maladie	00	00%	00	00%	00	00%	00	00%

Source : enquête auprès des paysans de la s/p d'Amélékia

Le tableau n°2 est une capitalisation des réalisations socioéconomiques des paysans. En procédant par catégorie, le tableau présente la proportion des producteurs ayant réalisés tel ou tel bien meuble ou immeuble. Si des efforts de réalisation sont constatés, cependant il faut noter des pourcentages très faibles avec une moyenne de 20%. Les pourcentages varient en fonction des catégories de paysans. Les petits producteurs enregistrent les pourcentages les plus faibles. Cette faible réalisation des biens économiques constitue une porte ouverte sur la pauvreté des paysans.

TABLEAU 3 : CARACTERISTIQUES EXTERNES DES NIVEAUX DE VIE

Catégorie de producteurs	Petits producteurs		Paysans producteurs		grands producteurs		Total	
	Nombre de oui	%	Nombre de oui	%	Nombre de oui	%	Nombre de oui	%
Effectif Est capable de								
Soigner sa famille	213	35,03	197	89,14	110	90,90	520	54,73
Scolariser ses enfants	306	50,32	211	95,47	117	96,69	634	66,73
Nourrir sa famille	419	67,76	202	91,40	119	98,34	740	77,89
Habiller sa famille	378	62,17	137	61,99	108	89,25	623	65,57
Payer ses factures (eau et courant)	90	14,80	193	87,33	121	100	404	42,52
Se construire une maison en dur	132	21,71	107	48,41	121	100	360	37,89
Acheter les semences sélectionnées	98	16,11	188	85,06	121	100	407	42,84
Acheter les intrants	146	24,01	172	77,82	121	100	439	46,21

Source : enquête auprès des paysans de la s/p d'Amélékia

Le tableau n°3 fait l'état des paysans qui sont à même de répondre favorablement à leurs besoins primordiaux. Le constat à partir des données de la dernière colonne du tableau qui présente les pourcentages des paysans capables de satisfaire les besoins primordiaux est que près de la moitié des paysans ont des difficultés à se soigner, scolariser leurs enfants, à se loger décentement, à se nourrir convenablement tout le long de l'année... les difficultés des paysans varient selon les catégories ; naturellement les gros producteurs expriment moins de difficulté que les petits, comme pour dire que la persistance de la pauvreté est plus l'affaire des petits producteurs qui re présentent malheureusement plus de 60% des producteurs de cacao.

III : DISCUSSION : INVESTISSEMENT DE PRESTIGE ET STRUCTURATION DES POSITIONS SOCIALES

Dans le souci permanent de compréhension de la persistance de la pauvreté en dépit des efforts divers, la présente étude s'est focalisée sur l'hypothèse des dépenses ostentatoires auxquelles se livrent les paysans, les investissements non productifs notamment les investissements de prestige, les funérailles grandioses et autres cérémonies liées à la coutume.

Sur la base des résultats de l'enquête de terrain, il est à noter que les paysans injectent davantage leur revenu dans les dépenses de prestige (vêtements cérémoniaux, bêtes sacrificielles, liqueurs cérémoniales, quêtes et dons d'honneur lors des funérailles et autres cérémonies...) que dans les domaines productifs (achat d'intrants, construction de logements, ouverture de compte bancaire, assurance maladie, achat d'actions, de camion de transport des produits agricoles...). Ceci est bien illustré dans les différents tableaux ci-dessus relatifs aux objets mobilisés lors des cérémonies traditionnels (1^{er} tableau), aux différentes réalisations (2^{ème} tableau) et celui relatant la capacité des paysans à faire répondre favorablement à leurs besoins primordiaux (PNUD, 2000) (voir 3^{ème} tableau).

Il ressort de ce constat que le choix d'investir davantage dans le prestige plutôt que dans les domaines productifs économiquement est guidé par une obligation sociale, celle de s'affirmer socialement. En effet en organisant des funérailles grandioses, appréciés de tous, en offrant le plus gros bœuf lors d'une cérémonie qu'elle soit festive ou funéraire, en se vêtant dans des tenues en vogue...c'est soit en vue de revendiquer une position sociale supérieure, soit pour confirmer une position sociale satisfaisante, honorable. Le noble c'est certes par hérédité, mais cela se conquiert également ou plutôt, il est possible de s'anoblir davantage à travers les actes prévus à cette effet par la société. La position sociale a un prix, et les opportunités offertes pour les construire ou les déconstruire sont les fêtes traditionnelles, les funérailles et toute autres cérémonies mobilisant les autorités du village et d'ailleurs.

A chaque rang social correspond des façons de faire, de penser, et d'agir (Durkheim, E) reconnues par la société ; cette façon de faire digne des personnes respectables chez les paysans de la sous-préfecture d'Amélékia c'est de se vêtir en pagne "Kita"

(tenue traditionnelle) ou des pagnes de renommée lors des cérémonies comme les fêtes d'igname, les intronisations des autorités traditionnelles, les mariages, les funérailles, mais aussi offrir pour le plat un ou des bœufs ou des bêtes de valeur et à boire des liqueurs de marques et d'autres boissons de renoms dans la société (tableau 1).

La conséquence de cette attitude, c'est la le délaissement des investissements productifs à court terme (achat d'intrants et de matériels agricoles, achats d'actions, véhicule de transport...) comme à long terme (scolarisation, création de plantation moderne...). Il est de même des questions de santé, de logements, ...

La persistance de la pauvreté paysanne est donc liée à la logique paysanne de conquête et de reconquête de position sociale. C'est cette situation de blocage que Nurkse puis Galbraith (BOUDON, R, 2006) ont tenté d'expliquer à travers les propositions suivantes qui traduisent la théorie du cercle vicieux de la pauvreté ; en effet selon Nurkse et Galbraith une productivité basse entraîne un revenu bas, ainsi, les capacités d'épargne sont négligeables, et lorsque l'épargne est négligeable, l'accumulation de l'épargne est impossible, en conséquence la productivité est condamnée à la stagnation.

Cette expression mathématique peut être traduite dans un langage similaire en disant que la logique de défendre son rang social ou de conquérir une position sociale chez les producteurs de cacao d'Amélékia entraîne un faible investissement en intrants, en matériels agricole modernes et dans les autres domaines productifs (tableau 2), ce qui affecte négativement le revenu, et comme le revenu est faible et les épargnes inexistantes, alors les besoins primordiaux (santé, nourriture, logement, éducation) sont difficile à satisfaire (tableau 3), d'où les conditions de vie et de travail difficile (matériels de travail archaïque, logement en dégradation, accès difficile aux soins de santé, difficultés liées à la scolarisation des enfants, accès difficiles à des plats équilibrés ...).

En considérant les facettes multidimensionnelles du développement, il convient de dire que les paysans sont riches socialement et pauvres économiquement. Pour un équilibrage des données, il convient que les paysans accordent un primat aux besoins primordiaux et s'inscrivent dans une logique d'investissement dans les secteurs

productifs. Cette invite n'est point une sous-estimation des questions traditionnelles, mais plutôt une prise en compte des besoins globaux de l'homme en société.

CONCLUSION

Le présent article répond à l'objectif de déterminer les facteurs socioculturels de la persistance de la pauvreté chez les producteurs de cacao du département d'Abengourou. L'étude confirme l'hypothèse de recherche en déterminant *l'attitude des producteurs de cacao d'investir davantage dans les domaines extra-agricoles non productifs (notamment le prestige, les cérémonies coutumières, les funérailles,) au détriment des réalisations socioéconomiques, des épargnes qui ont un impact positif sur leurs conditions de vie et de travail* comme cause de la persistance de la pauvreté en zone cacaoyère. En effet c'est à travers les dépenses de prestige, et celles relatives à l'organisation des funérailles et cérémonies traditionnelles que les paysans construisent ou déconstruisent leurs positions sociales.

Cependant d'autres facteurs tels l'accès difficile au crédit agricole aux paysans non solvables, la non adoption des innovations, la rareté des terres arables...sont déterminants dans la compréhension de la persistance de la pauvreté paysanne.

Bibliographie

- **ANADER**, (2002), rapport annuel de la Direction Régionale du Moyen Comoé
- **Gabriel Rougerie**, *L'Encyclopédie générale de la Côte d'Ivoire : l'État et l'économie*, Abidjan, Paris, Nouvelles éditions africaines, 1978 ([ISBN 2-7236-0542-6](#))
- **INS (2000)**. «Premiers Résultats Définitifs du RGPH-98». INS, Abidjan.
- **INS (2008)**: *Rapport sur la situation économique de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2007 : La Côte d'Ivoire en chiffres*, ministère de l'Économie et des Finances
- **Institut Français du Café et du Cacao** (1973), IFCC
- **Kouadio A. (2002)**. «Rapport d'évaluation du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté Intérimaire de la Côte d'Ivoire». PRSP LEARNING-GROUP, Bruxelles, 18-20 novembre 2002, CEA-UNECA.
- **KOUASSI K.** (2013) doctorat de thèse unique de sociologie rurale, thème : « encadrement agricole et promotion sociale des populations rurales ivoiriennes: cas des producteurs de cacao du département d'Abengourou », IES Abidjan, Côte d'Ivoire.
- **Marie-France Jarret, François-Régis Maheu**, *La Côte d'Ivoire : de la déstabilisation à la refondation*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2002, 144 p. ([ISBN 2-7475-2484-1](#))
- **Ministère de l'agriculture de la Côte d'Ivoire** (2008), Direction Régionale du Moyen Comoé, rapport annuel
- **Ministère d'État, ministère du Plan et du Développement de la République de Côte d'Ivoire (2006)**, *Rapport national sur l'État et le devenir de la population*: Population et développement : défis et perspectives pour la Côte d'Ivoire.
- **Paul Koffi Koffi**, *Le défi du développement en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2008, 289 p. ([ISBN 978-2-296-05603-9](#))
- **PNUD/INS (2000)**. «Profil et Déterminants de la Pauvreté en Côte d'Ivoire en 1998. Rapport de Base de la Table Ronde sur la Pauvreté », Rapport Définitif, Abidjan.